

ÉCONOMIE

Le Vérificateur général prône la fermeté

PRESSE CANADIENNE

Le ministre fédéral des Finances, Paul Martin, devra faire preuve de fermeté, notamment face aux différents groupes d'intérêt, en rédigeant son prochain budget, estime le Vérificateur général du Canada, Denis Désautels.

Qualifiant la situation financière au pays de préoccupante mais pas catastrophique, M. Désautels a voulu ainsi encourager le gouvernement à réduire son déficit, sans décourager les investisseurs en leur dépeignant un scénario d'apocalypse, comme tendaient à le faire la semaine dernière les quotidiens américains *Washington Post* et *Wall Street Journal*. «Nous connaissons un sérieux problème de déficit au Canada mais la situation n'est pas insurmontable», a-t-il dit hier midi à l'issue d'une

allocation prononcée lors d'un déjeuner du Cercle canadien de Montréal.

M. Désautels a par ailleurs estimé que pour la première fois depuis trois ans, un consensus semble exister au pays pour réduire le déficit. Reste à en déterminer les façons et le rythme, ajoute-t-il, ce qui fait moins consensus. À ce chapitre, M. Désautels pense que les groupes d'intérêt devraient «s'oublier un peu pour faire passer l'intérêt national en premier».

Par ailleurs, le Vérificateur général ne croit pas que le ministre Martin pourra réduire son déficit en augmentant les impôts, «la marge de manœuvre étant plutôt limitée à ce chapitre». Le gouvernement devrait plutôt se tourner vers les réductions des dépenses, notamment dans les secteurs de la défense, des subventions aux entreprises, les services gouvernemen-

taux et les ressources humaines. Ce qui, estime-t-il, pourra peut-être permettre à Ottawa d'épargner en grande partie les programmes sociaux.

Mais M. Martin devra faire vite, ajoute M. Désautels, car «si le pays déclare faillite, ces mesures deviendront inutiles».

Le ministre des Finances prédisait l'an dernier que le déficit serait d'un peu moins de 39,7 milliards\$ pour l'exercice 1994-95, comparativement à un déficit jamais vu de 42 milliards\$ l'année précédente. Le ministre a promis pour 1995-96 de ramener le déficit fédéral à 32,7 milliards\$, et à 25 milliards\$ en 1996-97. M. Désautels a par ailleurs tenu à défendre son service devant les membres du Cercle canadien de Montréal, précisant que près de 62% de ses recommandations sont appliquées.

Le patron de la Banque de Montréal optimiste malgré le Québec et la dette

Vancouver (PC) — Les atouts économiques du Canada n'ont jamais été aussi forts mais deux grandes questions, le Québec et la dette nationale, devront être résolues dans un proche avenir, a déclaré hier le président de la Banque de Montréal, Matthew Barrett, lors de son assemblée annuelle des actionnaires.

Après son allocution, M. Barrett a expliqué pourquoi il avait utilisé cette tribune pour aborder la question de l'unité nationale. «Je crois que nous (les dirigeants d'entreprises) devons tous être prudents et modérés dans nos propos. Mais c'est notre rôle aussi de dire quelles sont nos forces et comment elles se traduisent en performance économique...» Outre les questions de dette et de déficit, a

ajouté le dirigeant de l'institution bancaire, «notre avenir politique est encore plus important. A mesure que le débat avancera, vous entendrez, au Québec comme à l'extérieur, s'exprimer de plus en plus de gens d'affaires». Techniquement, la banque garde son siège social à Montréal. L'été dernier, le vice-président Gilles Jarry avait affirmé qu'il y resterait «au moins jusqu'en l'an 2000».

Par ailleurs M. Barrett a nié que son point de vue optimiste contraste avec un éditorial quotidien new-yorkais *The Wall Street Journal* qui, la semaine dernière, a écrit que le Canada flirtait avec «l'abîme financier». Matthew Barrett trouve cette analyse «risible».

En Europe, les marchés se calment, les tensions subsistent

Bruxelles (Reuter) — Les ministres des Finances des Quinze se sont efforcés hier de faire preuve d'optimisme face à la tempête sur les marchés des changes, mais les tensions entre les pays à monnaie forte et à monnaie faible subsistent.

Après la bourrasque de la semaine dernière, qui a mis à mal la peseta espagnole, l'escudo portugais, la lire italienne et la couronne suédoise, l'accalmie d'hier leur a permis d'utiliser la première réunion de la présidence française de l'Union européenne pour crier victoire, au moins provisoirement. «Toutes les données nous permettent de dire que la crise est finie», a déclaré Pedro Solbes, ministre espagnol des Finances.

«Les marchés se sont apaisés», a renchéri Edmond Alphandéry, ministre français de l'Économie, lors d'une conférence de presse. «Le mécanisme de changes (...) a fait la preuve de sa robustesse et je suis convaincu qu'il continuera à le faire».

Le dossier a été discrètement évoqué à huis clos, de peur qu'un «mot malheureux», selon les termes d'un diplomate de haut rang, ne remette brutalement le feu aux poudres, mais le retour au calme a incité les Quinze à se montrer discrets.

Pour Pedro Solbes, il faut, pour compléter ce tableau rassurant, y ajouter la stabilisation du dollar, dont la chute, accompagnée de la hausse du mark, avait entraîné celles des monnaies attaquées, et la «clarification» de la situa-

tion en Espagne, où le gouvernement de Felipe Gonzalez est menacé. «Il y a une majorité claire», a-t-il souligné alors que la spéculation s'est nourrie des incertitudes politiques.

Les autres ministres ont abondé dans le même sens en notant, comme Jean-Claude Juncker, que la crise avait des «racines politiques» et qu'il ne fallait pas «changer le système». L'élargissement, en août 1993, des marges de fluctuation du Système monétaire européen de 2,25 à 15 % dans un sens et dans l'autre a d'ailleurs donné aux Quinze une énorme marge de manœuvre avant de devoir intervenir pour soutenir une monnaie attaquée ou procéder à un réalignement monétaire. La peseta se situe pour l'instant à près de 10 % de son taux-pivot dans le SME et les «grands argentiers» de l'Union n'imaginent même pas qu'elle puisse s'approcher du seuil de 15 %.

Mais si le devoir de solidarité empêche les ministres de le faire publiquement, les experts monétaires de plusieurs pays du Nord de l'Europe sont, en privé, très critiques sur la gestion économique des pays dont la monnaie est attaquée même si tous reconnaissent que la peseta est sous-évaluée par les marchés. «Ces gens ont des problèmes fondamentaux», souligne l'un d'eux en évoquant notamment les déficits publics italiens, suédois et espagnols ou les risques d'inflation au Portugal et en Espagne, qui a en outre un taux de chômage très élevé.

«La marge de 15 % n'est pas fixée

pour qu'ils puissent rester indolents dans la gestion de leurs affaires», a-t-il ajouté. «La balle est dans le camp des pays où le ménage est à faire».

Theo Waigel soulignait quant à lui dans des termes plus diplomatiques que «des tensions dans le SME (démontraient) l'importance de la convergence économique». Le niveau atteint des devises comme la peseta ou la lire est en effet vu d'un très mauvais œil par les pays du Nord, dont les entreprises souffrent d'être mises en concurrence avec leurs homologues dopées par des monnaies extrêmement faibles. «Ces situations malsaines ne peuvent se prolonger indéfiniment», a estimé l'un de ces experts.

Les errements des monnaies risquent également de fragiliser l'objectif de l'Union économique et monétaire (UEM), dont la France fait une priorité de sa présidence et qui lui paraît le seul moyen de mettre définitivement fin aux turbulences.

Edmond Alphandéry s'est même livré à un plaidoyer en faveur d'une introduction rapide, dès la première date prévue par le traité de Maastricht, en janvier 1997, de la monnaie unique. Cela ne pourra se faire que si un majorité d'États membres — huit sur 15 — remplit les critères de convergence économique. «Pourquoi écarter l'éventualité qu'il y ait huit États membres qui respectent en 1997 les critères de convergence?», a-t-il demandé en ajoutant qu'il ferait «tout pour que la France soit au rendez-vous de 1997».

AUTOMOBILE

Deux nouveautés signées Nissan

Deux des nombreuses nouveautés du dernier Salon de Montréal se trouvent sur le stand de Nissan. Il s'agit des dernières versions de la populaire berline Sentra et du coupé sportif qui en dérive, le 200SX. Qu'elle porte le nom de Pulsar au Japon, de Sunny en Europe de Tsuru au Mexique, de Honey Bee à Porto Rico, de Yang Guang en Chine, de Jian Bing à Taiwan ou de Sentra en Amérique du Nord, la sous-compacte de Nissan est l'une des voitures les plus vendues dans le monde où il en existe des millions d'exemplaires. Elle est fabriquée au Japon et dans dix autres pays dont la Grèce, la Malaisie, le Mexique, la Trinidad et Tobago, la Thaïlande, les Philippines, le Kenya, le Zimbabwe et l'Afrique du Sud.

La dernière Sentra, qui s'oppose aux berlines Toyota Corolla, Mazda Protégé et Honda Civic, marque la troisième génération de cette automobile populaire qui est fabriquée à Smyrna dans le Tennessee. Nissan, qui en cette époque commerciale troublée par la forte valeur du Yen tire mieux que ses concurrents son épingle du jeu, a appliqué à cette petite voiture les principes qui lui ont si bien réussi sur l'Alta et la Maxima.

Ainsi la suspension Multilink Différentielle qui fait merveille sur la Maxima a été adaptée à la Sentra pour permettre de gagner de l'espace au niveau de la cabine et du coffre, tout en assurant un comportement et un confort de roulement au-dessus de la moyenne. Ce choix a permis d'allonger l'empattement de 104 mm (4,2 po) afin de donner plus d'espace aux jambes des occupants des places arrière. Si au premier coup d'œil, la dernière Sentra semble plus volumineuse que la précédente, son format n'a pas vraiment évolué mais l'utilisation de son volume intérieur est nettement plus efficace. Sa construction inclut tous les critères de l'heure, à savoir une meilleure rigidité torsionnelle, la pose de renforts visant à protéger les occupants en cas de collision, une fréquence de résonance du châssis de 26 Hertz permettant de limiter la propagation des bruits et des vibrations à travers la cabine et finalement une finesse aérodynamique variant entre 0,35 et 0,33 (ce qui n'a rien de miraculeux).

Dans le détail les ingénieurs de Nissan ont veillés à réduire le poids pour améliorer la consommation, (moins de 7 litres aux 100 km en moyenne avec la transmission manuelle et moins de 8 litres avec l'automatique, selon Transports Canada), à adoucir les éléments de caoutchouc et les

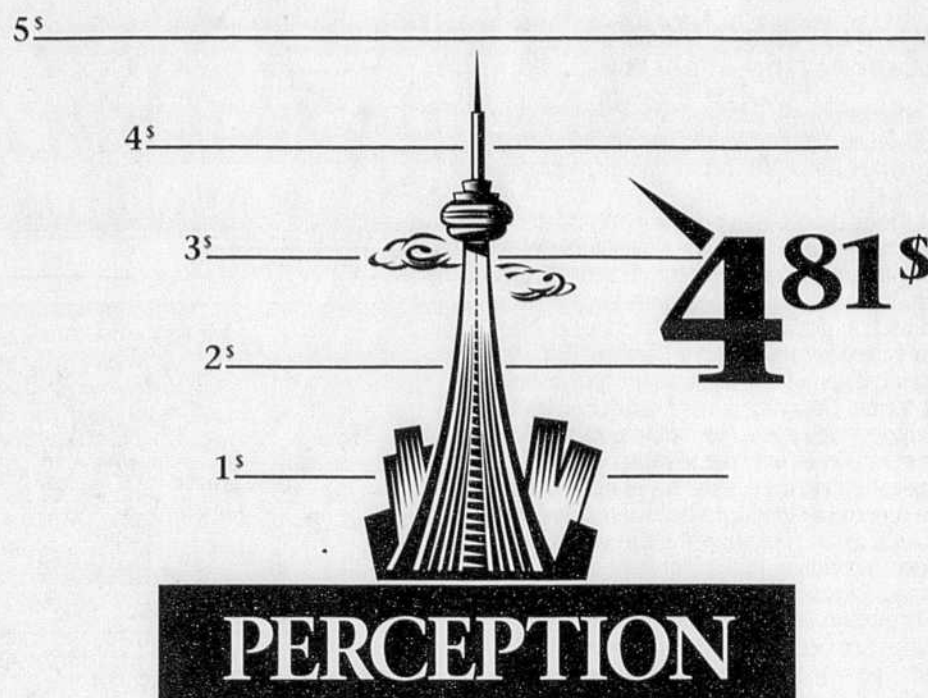
ressorts de la suspension afin d'améliorer le roulement tout en maintenant un contrôle et une stabilité excellents. La Sentra est commercialisée en quatre versions: base, XE, GXE et GLE. Le modèle de base n'a d'attrait que son prix, tandis que Nissan s'attend à vendre un gros volume de XE, suivie de la GXE et nettement moins de la GLE très luxueuse.

Toutes sont équipées du moteur 1.6L à deux arbres à cames en tête, dérivé de celui du modèle précédent qui développe 115 ch grâce à une trentaine d'améliorations de détails, comme par exemple le micro-polissage des surfaces de friction, permettant d'améliorer le rendement. La Sentra est autant achetée par les hommes que les femmes dont l'âge moyen se situe dans la jeune quarantaine, dont la moitié sont mariés, 50 % ont poursuivi des études supérieures et dont le revenu familial varie entre 50 et 55 000 dollars.

Le coupé 200SX prend la relève du NX qui n'avait pas connu grand succès il y a quelques années et avait dû être retiré voici deux ans. Le but de ce petit véhicule est d'offrir un moyen de transport économique tout en procurant une conduite sportive, sous une forme compacte pouvant loger 4 personnes. Il vient concurrencer les Toyota Paseo, Mazda MX-3, Honda Civic et Hyundai Scoupe et s'adresse à des jeunes célibataires hommes ou femmes dont le revenu personnel, se situe dans la grande moyenne (25 000 à 40 000 \$).

Il a été conçu à partir de la plateforme de la Sentra dont il reprend les principaux organes mécaniques et sera offert en trois niveaux de finition et d'équipement: de base, SE et SE-R. Les deux premiers seront pourvus du même moteur que la Sentra, tandis que le dernier arborera un 2.0L produisant 140 ch. Cette version comprendra aussi un différentiel à glissement limité, des pneus de série 55 montés sur des jantes de 15 pouces en alliage léger, quatre freins à disque et une barre stabilisatrice à l'avant. Pour souligner le caractère sportif de ce modèle un aileron sera installé à l'arrière ainsi que des moulures de bas de caisse.

Alors que la Sentra sera mise en vente dès le mois de février prochain, il faudra attendre le 200SX jusqu'en mars et ce n'est qu'au moment de leur commercialisation que leurs prix seront connus. Les compagnies devraient comprendre un jour, qu'écrire sur une automobile sans en connaître le prix, c'est comme en faire l'essai sans les roues...



5 minutes d'interurbain d'affaires vers Toronto

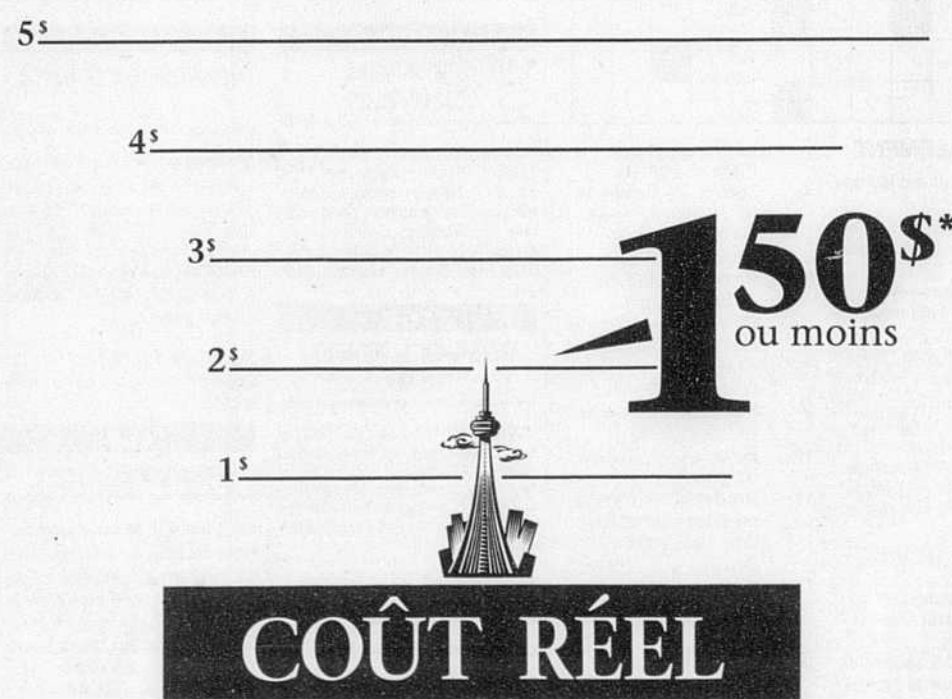
Un taux d'intérêt dynamisé

Ottawa (PC) — Les taux d'intérêt au Canada commencent à ressembler drôlement au petit lapin rose de la pub des piles Energizer à la télé — ils n'arrêtent pas de monter et monter encore. La dernière prévision porte sur le taux préférentiel des principales banques qui devrait grimper d'un demi-point de pourcentage pour s'établir à 9 % à partir d'aujourd'hui.

Ca vous rappelle quelque chose? Ça devrait, parce que le taux préférentiel a exécuté le même mouvement vendredi quand il a bondi pour atteindre 8,5 %, son plus haut niveau des trois dernières années, entraînant avec lui les taux hypothécaires et ceux des prêts en général. L'économiste Andrew Pyle de MMS International a déclaré que la Banque du Canada était censée augmenter le taux d'escompte d'un demi-point aujourd'hui, ce qui suffirait pour que les banques emboîtent le pas en haussant leur taux préférentiel. «Cela pourrait se produire aujourd'hui

ou un peu plus tard au cours de la semaine, mais je crois que les banques ne pourront pas s'empêcher de réagir», a affirmé M. Pyle.

Le taux préférentiel n'était qu'à 7 % il y a à peine deux mois. Les taux ont augmenté continuellement depuis ce temps-là pour soutenir le dollar canadien malmené à la suite des pressions exercées par les investisseurs étrangers que le déficit fédéral rend inquiets. La devise a connu une journée relativement paisible hier, grimpant de 0,06 cent pour s'établir à 70,93 cents US. Cependant, le dollar ne s'éloigne toujours pas de son niveau le plus bas des neuf dernières années. La hausse des taux d'intérêt ont pourtant un effet positif sur les épargnants qui voient ainsi s'améliorer le rendement de leurs dépôts à terme et de leurs certificats de placement garantis, un des produits favoris de ceux qui songent à investir dans un REER.



Une étude menée par Impact Recherche du 22 novembre au 1^{er} décembre 1994 démontre que les gens d'affaires surévaluent le coût de l'interurbain Bell. En moyenne, un appel interurbain est 66 % moins cher que ce que l'on croit. Parlez-en à nos conseillers.

AVANTAGE

1 800 363-BELL



*Appel de Montréal.

